

Résolution du Parti socialiste suisse décidée au congrès d'Aarau le 26 octobre 2008

Résolution sur la situation des kurdes en Iran

Le PS suisse est particulièrement préoccupé par le fait que, malgré certains progrès en Irak, les droits du peuple kurde continuent à être bafoués dans des parties étendues des régions kurdes de la Turquie, de l'Iran et de la Syrie. C'est pourquoi le PS réaffirme aujourd'hui sa précédente résolution approuvée le 17 septembre 2006 à par le congrès de Sursee et intitulée « Pour la reconnaissance et la garantie des droits du peuple kurde ».

Actuellement, la situation des kurdes en Iran est cause d'une grande préoccupation. Le PS est profondément choqué par les nombreux cas de violations graves des droits humains ancrées dans la législation iranienne et couramment pratiquées comme la discrimination des femmes, les contraintes et menaces systématiques à l'encontre des minorités et les arrestations arbitraires de journalistes, d'écrivain-e-s, d'intellectuel-les, des défenseur-euse-s des droits des femmes et de citoyennes et de citoyens engagés, affichant des opinions divergentes qu'il s'agit de brimer.

En Iran, plus de 10 millions de kurdes se battent pour obtenir des conditions de vie humaines, la paix et la liberté. Ces personnes luttent en vue de concrétiser leurs droits d'être humains et leurs droits politiques dans le cadre d'un pays démocratique et fédéraliste. Ce sont les forces politiques actives en Iran qui décideront ou non si elles veulent améliorer la situation sous l'angle de la paix, du respect des droits humains et de la démocratie. C'est pourquoi toutes celles et ceux qui s'engagent sur place pour arriver à ces objectifs méritent plus que jamais notre solidarité et notre respect.

Le PS suisse :

1. soutient les efforts du peuple kurde pour l'avènement de la démocratie politique et culturelle sur le territoire iranien ;
2. exhorte le gouvernement iranien à cesser les représailles et les discriminations étatiques à l'encontre de la population kurde et à lever l'interdiction de la langue kurde dans l'enseignement ;
3. exhorte le gouvernement iranien à surseoir à la peine de mort frappant trois kurdes activistes des droits humains.